

Service public de l'eau : une ville de plus !

jeudi 14 février 2013, par [GUICHARD Isabelle](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2013).

Veolia perd Rennes, ville socialiste qui passera en régie publique en 2015. Comme les autres villes qui font ce choix, le premier objectif est la baisse de la facture de l'utilisateur et « *mettre fin au paradoxe qui voulait que la ville milite pour une baisse de la consommation d'eau, alors que le délégataire a intérêt à ce que celle-ci augmente* ».

Le comité rennais France Palestine Solidarité a participé aux actions et débats qui ont permis cette victoire en ajoutant aux arguments économiques la demande que Veolia soit sanctionnée pour ses agissements et violations du droit international en Palestine (les atteintes aux droits de l'homme ont été ainsi le motif du rejet de Veolia à Saint-Louis aux USA.).

Mais deux de moins...

Lyon garde Veolia en annonçant une baisse du prix... d'environ 30 centimes, alors que c'est une des plus chères de France. Mais, surtout, avec un abonnement à 25 % de la facture, ce seront toujours les petits consommateurs qui paieront plus. L'estimation du collectif d'association et partis - dont faisaient partie le PCF et EÉLV mais qui ont accepté avec le PS Collomb le maintien de Veolia - indique un prix du m³ de 1,44 euros pour 120 m³ consommés et de 2.16 euros pour 40 m³.

L'agglomération de Montpellier (présidée aussi par le parti socialiste) gardera sans doute Veolia après une concertation bidon basée sur un panel de... 25 habitants (sur les 400 000 de l'agglomération). « Démocratie » confirmée : une quinzaine de militants du Collectif 34 pour une gestion de l'eau en régie publique ont été interdits d'accès à une séance publique du conseil d'agglomération !

Et la qualité ? Selon 60 millions et la fondation France Libertés¹, 400 communes au moins bénéficient de dérogations les autorisant à délivrer une eau dépassant les seuils limites en nitrates, arsenic ou autres polluants. Pour le grand profit de quelques-uns.

Isabelle Guichard

1. www.prixdeleau.fr

* Publié dans : *Hebdo Tout est à nous ! 181 (06/02/13).*

Eauffensive à Est Ensemble

Le 30 mai dernier, le tribunal administratif de Montreuil a annulé le vote du conseil communautaire d'Est Ensemble attribuant la gestion de l'eau à Veolia. Est Ensemble est une jeune agglomération rassemblant neuf communes de Seine-Saint-Denis et près de 400 000 habitants (Montreuil,

Bagnolet, Pantin, Bobigny, Bondy, Romainville, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Noisy-le-Sec). Après une première action empêchant un vote des conseillers communautaires, non élus par la population, encore moins pour privatiser l'eau, un conseil communautaire était passé en force excluant de la salle de nombreux militants et usagers *manu militari*.

Condamnée sur ce fait, l'agglomération va devoir à nouveau se donner les moyens d'étudier la faisabilité d'un retour en régie publique. La première étude, pro-Veolia, n'avait pas interrogé les principaux acteurs de la municipalisation de l'eau à Paris (2008) et Viry-Châtillon (2009). Le contrat était alors revenu à Veolia dans le giron du Sedif (Syndicat des eaux d'Île-de-France) qui est le plus gros contrat mondial de Veolia.

Quelques semaines après les dernières élections, cette échéance va être intéressante pour tester les nouvelles équipes et les volontés exprimées lors des dernières campagnes.

Que fera le PS venu s'afficher lors de la conférence de presse de la coordination eau Île-de-France rendant publique la décision du tribunal alors que ces derniers ont toujours voté pour les marchands d'eau ? Que fera le Front de Gauche particulièrement le PCF qui avait voté en ordre dispersé il y a un an et demi ? Après la campagne de Jean-Luc Mélenchon, il sera peut-être plus difficile de voter pour le leader mondial de vente d'eau, d'assainissement et de traitement des déchets.

D'autant que la différence est de taille pour les usagers entre la gestion publique de Paris où le prix de l'eau est de 3,01 euros le mètre cube alors qu'il atteint de l'autre côté du périph' 4,10 euros à Montreuil, par exemple. En effet la marge dégagée par Veolia en banlieue parisienne avoisine les 60 %.

La mobilisation reste cependant très difficile à organiser. Peu de consommateurs payent directement leur eau à Veolia, ce coût se retrouvant sur les charges locatives ou de copropriété. Certaines organisations comme EÉLV tenant du non à Veolia ne mettent aucun moyen à disposition des usagers et d'une possible mobilisation comme à Montreuil où pourtant Dominique Voynet est maire. Une votation citoyenne est proposée à chacune des villes pour tenter d'accentuer la pression sur les très nombreux élus de gauche pro-Veolia. La mobilisation se construisant trop souvent sur un cartel d'élus et sur le terrain juridique a du mal à trouver un second souffle.

Le NPA a déjà proposé dans le passé (meeting de la fondation Copernic le 8 novembre 2011), d'avoir une base commune à toutes les organisations de gauche sur la question de l'eau : gestion publique de l'eau, tarification sociale (40 litres gratuits par personne et par foyer et le reste avec un tarif exponentiel), garder le meilleur des statuts pour les salariés passant du privé au public.

Nous continuons de défendre ces propositions en Seine-Saint-Denis dans l'espoir de porter un coup supplémentaire à l'empire Veolia et d'imposer un service public démocratique.

Correspondant

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 156 (05/07/12).*
